



AFRIQUE / ZIMBABWE - SIX MILLIONS D'HABITANTS SUR LES DOUZE MILLIONS QUE COMPTE LE PAYS RISQUENT D'ETRE VICTIMES DE LA FAMINE A CAUSE DE LA POLITIQUE DU PRESIDENT MUGABE

Rome (Agence Fides) – « Nous étions le deuxième pays le plus développé de l'Afrique sub-saharienne, et nous sommes contraints à présent à recourir aux aides de la communauté internationale pour survivre » déclare à l'Agence Fides Mgr Pius Alick Ncube, Archevêque de Bulawayo au Zimbabwe ; le prélat se trouve à Rome pour participer au séminaire des Evêques de langue anglaise des Territoires de Mission. Le séminaire est destiné aux Evêques récemment nommés, et porte sur la mise à jour pastorale, la mise en commun et l'échange d'idées des Evêques provenant de situations très différentes.

« La politique du Président Robert Mugabe a conduit le pays à la catastrophe. Depuis plus de trois ans, depuis qu'il a commencé à craindre de perdre le pouvoir, le Président a imposé un contrôle rigide sur la société. La politique de distribution de la terre, en particulier, a détruit le secteur agricole, très florissant dans le passé, avec, comme résultat, que 40 personnes meurent de faim chaque semaine au Zimbabwe » déclare l'Archevêque qui trace un cadre alarmant de la situation dans le pays : « Plus de six millions de personnes risquent de souffrir de la famine (sur un total d'un peu plus de douze millions), 80% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, on ne trouve pas de carburant, les banques ont bloqué les comptes courants... On le comprend aisément, la situation est vraiment explosive ».

« A tout cela s'ajoute le régime oppresseur instauré par le président Mugabe. Ses partisans sont partout. Ils contrôlent la police, les forces armées, les services secrets, l'économie nationale. Il y a aussi les milices du parti du Président (les « green bombers ») qui font la loi comme bon leur semble. Leur principal opposant, M. Morgan Tsvangirai est soumis à des menaces continues et a même été accusé d'avoir cherché à tuer le président Mugabe. Dites-moi quelle démocratie est cela ? »

Dans ce contexte, l'Eglise catholique travaille pour la paix et pour aider la population. L'Archevêque de Bulawayo déclare : « Avec les autres Eglises chrétiennes, nous nous employons à servir de médiateurs entre le gouvernement et l'opposition ; mais jusqu'à présent, toutefois, toutes les propositions pour faire sortir le pays de la crise dans laquelle il est tombé ont été refusées par le régime. Au plan humanitaire, la Commission Justice et Paix s'emploie à défendre les droits de l'homme et apporter de l'aide et du réconfort aux victimes de la torture. Les méthodes utilisées par les partisans du régime, ne sont pas différentes de celles des autres dictatures, qu'elles soient populistes, marxistes ou à fond tribal. Particulièrement grave est l'utilisation du courant électrique pour torturer les gens ».

Mgr Ncube rappelle « également ceci : « nous avons une autre tragédie : un million d'enfants sont orphelins suite au SIDA. Nous avons des programmes d'assistance pour leur donner à manger et pouvoir les envoyer à l'école. Certes, nous ne pouvons résoudre tout seuls ce problème ». (L.M.)

(Agence Fides, 18 septembre 2003, 40 lignes, 523 mots)